



Groupe Hospitalo-universitaire AP-HP Nord – Université de Paris

Beaujon, Bichat - Claude Bernard, Bretonneau, Lariboisière – Fernand Widal, Louis-Mourier,
Robert Debré, Saint Louis, EHPAD Adélaïde Hautval

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

2022 005 DTVX 010

MARCHE DE TRAVAUX

Pouvoir adjudicateur : Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Représenté par : Monsieur le Directeur du GHU AP-HP. NORD – Université de Paris

Lieu d'exécution du marché

Hôpital Beaujon
100, Bd du Général Leclerc
92110 - Clichy

ARTICLE I - OBJET, TYPE ET DUREE DU MARCHÉ**1.1. Objet**

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) précise les conditions d'exécution du marché lancé en vue d'une opération de travaux visant à l'installation du service d'hépatologie au R+5 de la tour N. Beaujon.

1.2. Type et montant

Conformément aux dispositions des articles R2123-1 R2123-5 R2123-6 et R2131-12 R2131-13 R2131-18 du code de la commande publique, il s'agit d'un marché passé selon la procédure adaptée.

1.3. Durée

Le marché prend effet à compter de l'émission de l'ordre de service et perdurera jusqu'à la réalisation complète de la prestation (période de garantie incluse).

A titre indicatif, et sans engagement formel du maître d'ouvrage, la date d'ouverture du chantier est prévue à compter de l'émission de l'ordre de service.

La durée d'exécution prévisionnelle des travaux est estimée à 6 mois intégrant la période de préparation.

ARTICLE II - DECOMPOSITION ET FORME DU MARCHÉ**2.1. Allotissement**

L'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, celui-ci n'est pas alloti.

2.2. Tranches optionnelles

Sans objet.

2.3. Variantes obligatoires (ex Prestations supplémentaires éventuelles - PSE)

Sans objet.

2.4. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

ARTICLE III - PIECES CONTRACUELLES DU MARCHE ET CERTIFICATS**3.1. Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché prévalent les unes sur les autres dans l'ordre fixé ci-dessous en cas de contradiction entre-elles :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière (DPGF-BPU) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Technique Particulières (CCTP) ;
- Le dossier de diagnostic technique annexé aux CCTP et comprenant :
 - Le Diagnostic amiante avant travaux (DAAT) ;
 - Le Diagnostic plomb avant travaux ;
 - Le DAT complémentaire 7730.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux travaux (CCAG-Travaux) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels ;
- L'offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment celles-ci.

3.2. Certificats

Pour vérifier que le titulaire n'est pas placé dans la situation de l'article L2141 du code de la commande publique, celui-ci est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre, quelle que soit la date de début de marché et sans que l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

ARTICLE IV - ORGANISATION GENERALE DE L'OPERATION

- La mission de contrôleur technique est confiée à l'entreprise BTP CONSULTANTS.
- La mission de coordinateur SPS est confiée à l'entreprise CONTROLE G.
- La mission de coordonnateur SSI est confiée à l'entreprise COSSEBA.

Les titulaires devront se conformer aux dispositions et documents transmis par ces derniers.

ARTICLE V - COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE**5.1. Cotraitance**

La situation des cotraitants est régie par le CCAG-Travaux (notamment en ses articles 3.5, 3.6, 3.8, 9.1, 10.7, 10.8 et 12) et par les articles R2142-1 à -14, R2142-19 à -27, R2191-36 à -41 et R2191 -46 à -53 du code de la commande publique. Le cas échéant, le mandataire du groupement conjoint est solidaire des autres membres du groupement.

5.2. Sous-traitance

La situation des sous-traitants est régie par l'article L2193-1 et -3 -8 -9 du code de la commande publique, les articles R2142-19 à -27, R2191-3 à 18, R2191-45 -54 -56 -57 et R2193 du code de la commande publique et le CCAG-Travaux (notamment en ses articles 3.5, 3.6, 3.8, 9.1, 10.7, 10.8 et 12).

En application du présent marché, le titulaire peut sous-traiter les prestations de son choix dans le respect des textes précités et après acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage.

Le non-respect de la législation en matière de sous-traitance conduit à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-Travaux.

ARTICLE VI - EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations, objets du marché, sont exécutées conformément aux stipulations du CCTP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre s'ils sont plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur.

L'organisation de la prestation sera détaillée lors de la mise au point du marché faisant suite à la notification. Un ordre de service portant démarrage de l'opération sera par ailleurs notifié au titulaire.

ARTICLE VII - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**7.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, une période de préparation est prévue. Pendant cette période, les entrepreneurs et/ou les groupements doivent arrêter, en accord avec le maître d'œuvre :

- le schéma d'organisation du chantier ;
- le calendrier contractuel détaillé des travaux comportant une décomposition par lot et par tâche ;
- les détails des déconstructions, des constructions et leur exécution ;
- l'adaptation du cadre type du compte-rendu de rendez-vous de chantier ;
- l'établissement du plan de sécurité et d'hygiène prescrit par l'article 28.3 du CCAG-Travaux et par la réglementation en vigueur ;
- l'établissement et la présentation de plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-Travaux.

7.2. Organisation, sécurité et hygiène du chantier

7.2.1. Organisation matérielle et collective du chantier

- Le titulaire doit :
- se conformer aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers ;
 - assurer la mise en place de leur chantier, le nettoyage faisant suite aux travaux qui les concernent, le ramassage des gravois et déchets qui résultent de leur activité, conformément aux dispositions du CCTP.

7.2.2. Sécurité et hygiène

Les mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par l'entrepreneur dans les conditions prévues au CCTP, à l'article 31.4 du CCAG-Travaux et conformément à la législation en vigueur.

7.2.3. Conditions générales d'exécution des travaux

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations du marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de ses prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur,
- b) l'exploitation normale du domaine public et des services de l'établissement,
- c) l'exécution simultanée d'autres travaux.

Ils devront en outre prendre à leur charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels et aux malades pendant la durée de l'opération à l'intérieur de l'établissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- bruits d'origines diverses ;
- odeurs, fumées, gaz ;
- poussières d'origines diverses ;
- débris divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux.

A cet effet, certains travaux sont susceptibles d'être exigés en horaires décalés, voire le samedi.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, l'entrepreneur devrait en référer au maître d'œuvre.

Au cours de l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit, à leurs frais, garantir ses matériaux et éléments de protection de chantier des dégradations et avaries qu'ils pourraient éprouver.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillage, ouvrage ou partie d'ouvrage, les frais résultant des remplacements et remises en état incombent au titulaire.

7.2.4. Nettoyage de chantier

Pendant leurs interventions, le titulaire est tenu d'assurer le nettoyage quotidien du chantier à ses frais conformément aux stipulations du CCTP.

ARTICLE VIII - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX**8.1. Essais et contrôles**

Les vérifications visuelles seront réalisées sur le chantier conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-Travaux.

Les constatations effectuées en cours d'opérations seront réalisées conformément aux articles 11 et 28 du CCAG-Travaux.

Les essais, épreuves et contrôles préalables aux réceptions des travaux seront effectués conformément aux CCTP et au CCAG-Travaux (article 24).

Si les résultats obtenus ne sont pas positifs ou concordant avec les essais réalisés en parallèle par le Maître d'ouvrage, les essais et contrôles complémentaires ou nouveaux imposés à l'entrepreneur sont entièrement à sa charge.

Dans l'hypothèse où il est demandé à l'entrepreneur des essais et/ou contrôles en sus, il est prévu que :

- si ces essais et/ou contrôles sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés en dépenses contrôlées ;
- si ces essais et/ou contrôles sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître d'ouvrage.

Dans les deux cas, si ces essais et/ou contrôles s'avèrent négatifs ou défectueux, ils seront mis à la charge de l'entrepreneur défaillant, ainsi que tous autres essais et/ou contrôles nécessaires pour conduire à un résultat positif.

8.2. Réceptions**8.2.1. Généralités**

La réception des travaux est réalisée conformément aux articles 41 du CCAG-Travaux.

Elle prend effet à la date de l'achèvement des travaux et est demandée par le titulaire.

8.2.2. Levée de réserves

Le délai fixé à l'entrepreneur pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves assorties à la réception et/ou constatées pendant le délai de garantie, est notifié par ordre de service.

8.3. Documents fournis après exécution

La somme des études, constats, contrôles, et documents afférents à l'exécution que le titulaire doit fournir est précisée au sein du CCTP et des articles 29.1 et 40 du CCAG-Travaux. Le titulaire fournira lesdits éléments au maître d'œuvre à la fréquence déterminée par le CCTP.

En complément de l'article 40 du CCAG-Travaux, il est précisé que les notices de fonctionnement et d'entretien doivent être rédigées en langue française, et doivent être strictement conformes au matériel posé.

Elles sont composées de :

- la documentation générale permettant au personnel utilisateur d'assurer en toutes circonstances et dans les meilleures conditions d'efficacité, l'utilisation du matériel ;
- le manuel de maintenance (informations concernant les opérations d'entretien et de remise en état de matériel, périodicité des opérations de contrôle et d'entretien avec leurs modes opératoires, système de recherche méthodique des défauts en fonction des anomalies constatées, instructions de démontage, remontage, réglages, etc...) ;
- le manuel de composition (nomenclature des pièces constituant le matériel permettant de les identifier pour leur remplacement avec indication des distributeurs de pièces détachées) ;
- les guides et schémas de raccordement avec repérages normalisés.

Les plans et autres documents conformes à l'exécution sont constitués à partir des plans d'exécution et de synthèse mis à jour et certifiés conformes à l'exécution. Ils seront remis en deux exemplaires au maître d'œuvre (dont un exemplaire reproductible sur calque).

8.4. Mise au courant et formation du personnel exploitant

L'entrepreneur concerné est tenu d'assurer la formation et l'information du personnel qui sera chargé, d'une part de l'exploitation, d'autre part de l'entretien du matériel neuf. Cette formation aura lieu avant que la décision de réception des travaux ne soit prise.

ARTICLE IX - GARANTIES

Le délai des garanties de parfait achèvement est fixé à douze mois. L'application de leur régime sera conforme à l'article 44 du CCAG-Travaux.

Le délai des garanties des équipements installés est également fixé à douze mois. Toutefois, si à travers son offre, le titulaire a proposé une durée de garantie ou une couverture plus intéressante pour le pouvoir adjudicateur, les éléments concernés primeront ledit article.

ARTICLE X - ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché, doivent justifier qu'ils sont titulaires des assurances « Responsabilité civile » et « Tous Risques Chantier » comportant la garantie des risques « incendie-explosion ». Le titulaire devra par ailleurs présenter une assurance décennale.

Ces attestations doivent garantir les risques à hauteur des risques afférents à l'opération (le maître d'œuvre appréciera si la couverture du risque est suffisante) et être en cours de validité.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage pourra se substituer à l'entrepreneur défaillant et en déduire les montants correspondants par précompte.

ARTICLE XI - DETERMINATION ET ACTUALISATION DES PRIX**11.1. Détermination des prix**

Conformément à l'article R2112-6 R2431-7 du code de la commande publique, les prix des travaux faisant l'objet du marché sont des prix forfaitaires et unitaires hors TVA appliqués aux travaux réellement exécutés.

11.1.1 Prix forfaitaires

En l'espèce, le marché est rémunéré à prix forfaitaire rémunérant les prestations figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) signée par le titulaire.

Les prix forfaitaires comprennent l'ensemble des coûts afférents à la prestation qu'ils couvrent sans que le titulaire ne puisse soumettre un quelconque prix annexe au pouvoir adjudicateur (article 9 du CCAG-Travaux) et sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Dès lors, les prix présentés à travers la DPGF sont établis en tenant compte notamment :

- des frais d'études d'exécution éventuels ;
- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée d'autres ouvrages ou prestations ;
- de la participation aux dépenses d'intérêt commun et au compte des dépenses communes ;
- des sujétions d'organisation du chantier dans le site général de l'opération ;
- des mesures de sécurité incombant à l'entrepreneur, conformément à la réglementation en vigueur ;
- de la rémunération directe par les entrepreneurs de la valorisation des tâches ;
- des présentations d'échantillons, prototypes, etc. ;
- des coûts imposés par l'application des réglementations relatives au traitement de certains déchets ;
- du fait que les travaux sont réalisés en milieu hospitalier en activité et des contraintes que cela impose à l'entrepreneur, notamment pour ce qui concerne l'interdiction d'utiliser des appareils trop sonores hors horaires décalés, les protections à installer et maintenir...

11.1.2 Prix unitaires

De manière exceptionnelle, et dans le cadre de travaux demandés au titulaire en dehors des prescriptions prévues au marché, certaines dépenses pourront être rémunérées en dépenses contrôlées.

A cet effet, le titulaire concerné proposera au maître d'œuvre un devis présentant d'une part ses taux horaires par profession (tel qu'il les aura fixés à travers son offre) et d'autre part le volume horaire estimé de chaque intervenant. Le maître d'œuvre validera ou réfutera ledit devis après avoir sollicité l'avis du maître d'ouvrage.

Les fournitures seront quant à elles rémunérées à l'aide d'un coefficient multiplicateur de déboursé fixé à 1.25. Les prix de celles-ci, assorti dudit coefficient, devront être justifiés par la présentation des factures du fournisseur, remises éventuelles déduites.

11.2 Révision des prix

Les prix sont fermes sur l'ensemble de la durée du marché.

11.3. Régime des taxes

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

ARTICLE XII - AVANCE – ACOMPTES - REGLEMENT**12.1. Avance**

Conformément au code de la commande publique, le titulaire et ses sous-traitants peuvent demander le versement d'une avance dont l'étendue est fixée à 5% du montant.

Le versement de l'avance est conditionnée par la constitution d'une garantie à première demande.

Cependant si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13, le taux de l'avance est porté à 10%.

L'étendue de l'avance est définie aux articles aux articles R2191-7, R2191-9, R2193-10, R2193-17 à R2193-21 dudit code.

12.2. Décomptes et acomptes mensuels**Décomptes**

L'entrepreneur dresse mensuellement un projet de décompte mensuel des travaux exécutés ou entrepris, conformément aux stipulations de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Les projets de décomptes mensuels accompagnés des propositions de paiement seront transmis au maître d'œuvre par tout moyen permettant d'en apporter la preuve durant la période du mois ou lors de la réunion de chantier hebdomadaire.

Les décomptes mensuels sont cumulatifs et établis en prenant pour base la décomposition du prix forfaitaire.

Acomptes

Le paiement des acomptes mensuels est subordonné à l'acceptation des décomptes visés ci-dessus par le maître d'œuvre.

12.3. Cas du règlement des travaux non prévus

Les travaux en supplément et ceux en déduction au forfait qui seraient la conséquence de modifications que l'administration se réserve le droit d'apporter en cours d'exécution des travaux, seront réglés dans les conditions prévues à l'article 13 du CCAG-Travaux.

Le cas échéant, ces demandes de paiement seront accompagnées du devis validé par le maître d'ouvrage, lequel précisera les taux horaires présentés par le titulaire à travers son offre (éventuellement révisés), les quantités, et les factures des fournitures (remises incluses).

L'entrepreneur est tenu de produire dans les délais fixés par ordre de service et sans incidence financière, les justifications et/ou prévisions de prix qui lui sont demandées par le maître de l'ouvrage dans le cadre de l'opération. L'entrepreneur ne peut prétendre à indemnité si ces études et devis n'ont pas de suite.

De plus, aucun travail supplémentaire, modification de prestations ne donnera lieu à indemnité pour études supplémentaires, quelles qu'en soient les modifications et l'étendue.

Par ailleurs, dans le respect des articles R2194-1 -2 -6 -7 -8 du code de la commande publique, et par dérogation à l'article 14.2.2 du CCAG-Travaux, le seuil de 10 % est porté à 15 %. De la même façon, et par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-Travaux, l'augmentation limite relative aux travaux forfaitaires fixée au dit article est portée à 15 % de la masse initiale.

Parallèlement, et par dérogation à l'article 15.1 du CCAG-Travaux, la diminution limite de la masse des travaux forfaitaires est portée à 15 % de la masse initiale.

Cette augmentation ou cette diminution de la masse des travaux fera l'objet d'une décision de modification conforme à l'esprit des articles R2194-1 à -10 du code précité.

12.4. Décompte final

Le décompte final est établi en deux exemplaires conformément aux articles 12.3 et 12.4 du CCAG-Travaux.

12.5. Facturation et règlement

Le paiement s'effectuera par le biais de mandats administratifs suivant les règles de la comptabilité publique devant le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'AP-HP. Le règlement sera effectué après l'admission ou la constatation de la prestation et partant, de l'acceptation des décomptes telle que définie ci-avant.

Les acomptes afférents au paiement doivent être établis mensuellement sur la base des éléments de prestation figurant au sein de la DPGF.

Les acomptes sont transmis sous forme dématérialisée, sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> ; dans le module « factures de travaux ». Cette solution permet au titulaire du marché de suivre le traitement de l'acompte ;

Les acomptes porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le N° de SIRET ou SIREN ;
- le code APE ;
- les numéros du marché, du lot, **et du bon de commande valant ordre de service** ;
- le numéro de l'acompte ;
- une copie du constat contradictoire ;
- le montant hors taxe de la prestation ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la formule de révision des prix (si les prix ont été révisés)
- la date de facturation.

12.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **50 jours** à compter de la présentation de la demande de paiement, et ce, conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et en application des dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu l'article 3 du décret précité est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

En outre, une indemnisation forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante euros devra être versée.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de corrections jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

ARTICLE XIII - DELAI D'EXECUTION - PENALITES

13.1. Délai d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé d'exécution fait notamment apparaître les délais d'étude, d'approvisionnement, de mise en place du chantier, les tâches caractéristiques, les enchaînements des tâches, le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et la tâche suivante qu'elle conditionne ainsi que le ou les chemins critiques de l'opération.

Pour l'établissement de ce calendrier, l'entrepreneur doit, dans les 10 jours suivant la demande du maître d'œuvre, indiquer par écrit, par fonction d'ouvrages et par unité, les définitions des tâches de son lot, leur durée, et les liaisons avec les tâches précédentes. Il précise, en outre, pour chaque phase :

- la cadence d'exécution ;
- les moyens en personnel et matériels prévus ;
- les contraintes particulières telles que nécessité de hors d'eau, hors d'air, etc.

Après mise au point en accord entre les parties et approbation par le maître d'œuvre, ce calendrier détaillé est notifié par ordre de service au titulaire; le calendrier détaillé d'exécution final étant notifié à la fin de la période de préparation.

C'est ce calendrier détaillé d'exécution qui devient contractuel.

Le titulaire est tenu de respecter les dates et échéances fixées au calendrier détaillé d'exécution. Tout retard est sanctionné par l'application des pénalités fixées ci-après.

13.2. Pénalités pour retard

En complément des indications du C.C.A.G. et en cas de retard sur les délais fixés par le calendrier contractuel d'exécution des travaux, l'entrepreneur est passible d'une pénalité journalière calculée suivant les indications ci-après.

Pour le calcul de cette pénalité, il faut entendre par délai contractuel, le délai compris entre la date du début des travaux du lot concerné et la date de terminaison des travaux dudit lot sans neutraliser les diverses interruptions.

Mode de calcul

Pour chacun de ces lots, la pénalité par jour calendaire de retard est calculée à l'aide de la formule suivante :

$$P = N \times X$$

Où :

P = montant de la pénalité journalière
N = Le nombre de jour de retard
X = Montant de la pénalité journalière 200 €.

Cette pénalité est appliquée sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation de la date réelle de fin d'exécution des travaux et de la date d'expiration du délai d'exécution fixée au calendrier contractuel d'exécution.

L'application de ces pénalités ne fait pas obstacle aux mesures prévues à l'article 48 du C.C.A.G.

Le décompte de l'ensemble des pénalités encourues est notifié en fin de marché avec le décompte récapitulatif. Le maître de l'ouvrage se réserve également la possibilité, en cours travaux, de décompter les pénalités sur les décomptes provisoires présentés par les entreprises.

Des retenues journalières calculées selon indications ci-avant peuvent être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou dans l'achèvement d'une tâche.

Ces retenues peuvent être reversées si le retard se trouve résorbé avant qu'il n'ait provoqué de gêne dans le déroulement des travaux d'un autre lot. Dans le cas contraire, même si le retard se trouve résorbé en fin de tâches, elles peuvent être transformées en pénalités.

13.3. Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à réception

Si l'entrepreneur n'a pas remédié, dans le délai fixé par ordre de service, aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités par jour calendaire de retard dans les conditions fixées ci-avant sont appliquées jusqu'à la date de l'achèvement.

13.4. Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé

Conformément aux dispositions de l'article L8222-6 du Code du Travail, lorsque le RPA constate ou est informé du non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 et L8221-5 du même code, il met en demeure le titulaire de régulariser la situation.

A défaut de régularisation, le RPA peut soit appliquer des pénalités soit résilier le marché, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Ces pénalités s'élèvent :

- à 45 € par jour de retard à compter de l'expiration du délai de la mise en demeure, fixé à 15 jours par l'article R8222-3 du Code du Travail, et confirmé par l'avis de réception;
- au maximum à 10% du montant total du marché ;
- au maximum à 45 000 euros (amende prévue à l'article L8224-1), à 75 000 euros (amende prévue à l'article L8224-2), à 1 000 000 euros (amende prévue à l'article L8224-5).

Elles s'appliquent sur le montant hors taxes du décompte périodique prévu au 3.3.5.

4.6. Autres pénalités

Des pénalités sont automatiquement appliquées dans les cas suivants :

a/ retard dans l'installation de chantier par jour calendaire : 300,00 €

b/ retard dans la libération des terrains et emplacements mis à la disposition des entrepreneurs par le maître de l'ouvrage, et/ou des emprises de chantier dans le domaine public par jour calendaire : 80,00 € (quatre-vingt euros)

c/ non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 200,00 € (Deux cents euros)

d/ travaux sur le domaine public ou privé sans signalisation ou protection efficace avec éclairage diurne et nocturne par jour calendaire et par infraction constatée : 150,00 € (Cent cinquante euros)

e/ bruits de chantier au-delà de la limite prescrite par jour calendaire : 100,00 €

f/ dépôt de matériels, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites par jour calendaire et infraction constatée : 120,00 € (Cent vingt euros)

g/ retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, etc...) par document et par jour calendaire de retard : 120,00 € (Cent vingt euros)

h/ retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix des ouvrages non prévus par jour calendaire : 80,00 € (quatre-vingt euros)

i/ retard dans la remise des dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E.) par jour calendaire : 150,00 € (Cent cinquante euros)

k/ retard dans la présentation du chantier des échantillons de matériaux et matériels de construction par jour calendaire : 80,00 € (quatre-vingt euros)

l/ retard dans le nettoyage du chantier par jour calendaire : 150,00 € (Cent cinquante euros)

m/ retard dans l'évacuation des gravois hors chantier par jour calendaire : 150,00 € (Cent cinquante euros)

n/ absence à une réunion de chantier, réunion d'étude et de coordination, visite de chantier par jour calendaire : 80,00 € (quatre-vingt euros) Nota : un retard perturbant ces réunions et/ou visite pourra être assimilé à une absence.

13.5. Cumul des pénalités

Toutes les pénalités ci-avant sont cumulables.

ARTICLE XIV - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Une retenue de garantie de 5% sera appliquée sur tous les acomptes (toutes taxes comprises) des titulaires de marchés dès lors que le montant du marché concerné est supérieure à 152 450 € TTC.

Cette retenue de garantie couvrira les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles qui seraient formulées pendant le délai de garantie.

Cette garantie peut être constituée en totalité pendant toute la durée du marché. En cas de modification du marché, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés si le Maître d'Ouvrage n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie, notifié par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement que le marché n'a pas été correctement exécuté.

En l'absence de cette notification, le remboursement de la retenue de garantie intervient dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas où cette notification a été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'établissement que par mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE XV - RESILIATION

Les dispositions prévues par le CCAG-Travaux et les articles R2191-30 et -31 du code de la commande publique s'appliquent pleinement à cet article.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses énoncées au présent marché, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité, après que le titulaire ait été mis en demeure de présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la mise en régie ou de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Tout différend du titulaire avec le pouvoir adjudicateur est réglé suivant les voies contentieuses administratives devant le Tribunal Administratif de Paris sis 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

Les parties tenteront au préalable de résoudre leur désaccord à l'amiable dans les conditions fixées par l'article 55 du CCAG-Travaux et l'article 142 du décret précité.

ARTICLE XVI - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent C.C.A.P. déroge :

Par ses articles	Aux articles du CCAG-Travaux	Objet
1.3	28.1	Période de préparation
3	4.1	Pièces contractuelles
7.1	28.1	Période de préparation
12.3	14.2.2, 14.3 et 15.1	Travaux non prévus
13	19.2 et 19.2.1	Montant et exonération des pénalités

Les autres dispositions dudit CCAG-Travaux s'appliquent pleinement au marché.